

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

GATS/EL/127
5 octobre 1999

(99-4124)

RÉPUBLIQUE D'ESTONIE

Liste finale d'exemptions de l'article II (NPF)

(Seul le texte anglais fait foi)

RÉPUBLIQUE D'ESTONIE - LISTE D'EXEMPTIONS DE L'ARTICLE II (NPF)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Tous les secteurs	Un traitement préférentiel est accordé aux ressortissants de pays autres que l'Estonie pour la délivrance d'autorisations d'admission, de séjour et de travail en Estonie à des personnes physiques fournissant des services (et n'appartenant pas aux catégories de personnes indispensables définies dans la partie I: Engagements horizontaux de la Liste estonienne d'engagements spécifiques concernant le commerce des services) sur la base du principe de réciprocité énoncé dans les accords conclus entre l'Estonie et ces pays.	Tous les pays avec lesquels une intégration des marchés du travail peut être mutuellement souhaitable.	Indéterminée	Libéraliser davantage les conditions d'admission, de séjour et de travail des personnes physiques qui sont citoyens de pays avec lesquels la libre circulation des travailleurs peut être nécessaire à l'Estonie pour assurer la flexibilité sur son marché du travail dans le secteur des services.
Services audiovisuels - Production et distribution d'œuvres audiovisuelles par la radiodiffusion ou d'autres formes de transmission au public.	Mesures qui définissent les œuvres d'origine européenne de manière à accorder le traitement national aux œuvres audiovisuelles qui remplissent certains critères linguistiques et d'origine concernant l'accès à la radiodiffusion ou à des formes similaires de transmission.	Les parties à la Convention européenne sur la télévision transfrontières et les autres pays européens avec lesquels un accord peut être conclu.	Indéterminée L'exemption n'est nécessaire, pour certains pays, que jusqu'à la conclusion où la pleine mise en œuvre d'un accord d'intégration économique.	Ces mesures ont pour objectif, dans ce secteur, de promouvoir les valeurs culturelles tant au sein des États membres de la CE qu'avec d'autres pays d'Europe et d'atteindre certains objectifs de politique linguistique.
Services audiovisuels - Production et distribution d'œuvres cinématographiques et de programmes de télévision	Mesures fondées sur des accords-cadres de gouvernement à gouvernement concernant la coproduction d'œuvres audiovisuelles, qui octroient le traitement national aux œuvres audiovisuelles visées par ces accords, en particulier pour ce qui est de la distribution et de l'accès à un financement.	Tous les pays avec lesquels une coopération culturelle peut être souhaitable.	Indéterminée	Le but de ces accords est de promouvoir les liens culturels entre les pays concernés.

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Services audiovisuels - Production et distribution de programmes de télévision et d'œuvres cinématographiques	Mesures ayant pour effet d'accorder la possibilité de bénéficier de programmes d'aide (par exemple, le Plan d'action pour une télévision de progrès, MEDIA ou EURIMAGES) aux œuvres audiovisuelles et aux fournisseurs de ces œuvres qui remplissent certains critères leur conférant l'origine européenne.	Pays d'Europe	Indéterminée L'exemption n'est nécessaire, pour certains pays, que jusqu'à la conclusion ou la pleine mise en œuvre d'un accord d'intégration économique.	Le but de ces programmes est de préserver et de promouvoir l'identité régionale des pays européens unis par des liens culturels de longue date.
Services de transports routiers internationaux	Dispositions d'accords bilatéraux ou plurilatéraux existants ou futurs sur les transports routiers internationaux (y compris les transports combinés route/rail), réservant ou limitant aux parties contractantes la fourniture de services de transport sur le territoire estonien, pour l'entrée ou la sortie de ce territoire, ou en transit sur ce territoire, aux véhicules immatriculés dans chaque partie contractante, et accordant une exonération fiscale à ces véhicules.	Tous les pays avec lesquels l'Estonie a conclu un accord bilatéral ou plurilatéral sur les transports routiers.	Indéterminée	L'exemption est nécessaire en raison des caractéristiques régionales des services de transport routier.